

## **Appel à la solidarité féministe et au respect des droits syndicaux**

Suite à l'appel du mouvement féministe Marche Mondiale des Femmes, 13 organisations luxembourgeoises se déclarent solidaires avec les 31 syndicalistes turcs qui s'apprêtent à passer en procès dans la ville d'Izmir en Turquie à partir des 19 et 20 novembre 2009. Parmi eux, 22 militant(e)s, 10 femmes et 12 hommes, attendent le procès en prison. C'est le premier procès depuis l'arrestation de 34 militants syndicaux le 28 mai 2009 et l'emprisonnement d'une grande partie d'entre eux, qui se tiendra en infraction avec toutes les lois de l'Etat turc et les conventions internationales ratifiées par la Turquie.

Quatre des femmes accusées sont membres de la Marche Mondiale des Femmes: Elif Akgul, ancienne secrétaire des femmes de l'Union des Enseignants; Yuskel Mutlu, enseignante retraitée et membre de l'Association des Droits Humains et de l'Assemblée de la Paix Turque; Songul Morsumbul, secrétaire des femmes du KESK (Confédération des fonctionnaires-Syndicats Turcs); Gulcin Isbert, membre de Egitim-Sen, le syndicat enseignant. Les autres femmes emprisonnées ont pour la plupart des responsabilités au Secrétariat des femmes et sont investies dans les droits des femmes. Ces organisations ont été présentes à tous les Forums Sociaux Européens ces huit dernières années. C'est pourquoi nous devons protéger leur liberté d'activité par la solidarité internationale féministe et syndicale, en particulier puisque le prochain FSE aura lieu à Istanbul en juillet 2010.

Le 9 juin, la Marche Mondiale des Femmes a communiqué une déclaration de solidarité, comme de nombreux syndicats et mouvements sociaux d'Europe. Les organisations soussignées s'associent à cette démarche de solidarité et demandent aux autorités turques

- La libération immédiate des personnes emprisonnées, leur acquittement pendant le procès et le retrait de toutes les charges retenues contre elles ;
- La fin de la répression des mouvements d'opposition, parmi lesquels le mouvement des femmes, les syndicats et les associations de droits humains.

Le gouvernement luxembourgeois, notamment Jean Asselborn, ministre des Affaires étrangères, ainsi que Françoise Hetto-Gaasch, ministre de l'Egalité des chances, sont appelés à s'engager auprès de leurs homologues turcs pour faire respecter les droits des mouvements des femmes et des syndicaux.

Signé

Cid-femmes, Centre d'Information et de documentation des femmes « Thers Bodé »  
Déi Gréng Fraen et Déi Gréng Partei  
Déi Lenk Fraen  
Femmes communistes  
Femmes en détresse  
Femmes socialistes  
FNCTTFEL-Landesverband  
Initiativ Liewensufank  
LCGB, Confédération Luxembourgeoise des Syndicats Chrétiens  
OGBL, Confédération syndicale indépendante du Luxembourg  
Mouvement luxembourgeois pour le Planning familial  
Union des femmes